

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article1090>



Point de vue

Coordination et syndicalisme

- SNES académique de Dijon - Départements - Côte-d'Or - Tribune Libre -



Publication date: jeudi 1er septembre 2005

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Par Marie Saucourt (S1 du collège de Saulieu)

Dans le secteur de Haute Côte-d'Or, l'ardoise est lourde pour la rentrée 2005 et ce n'est pas la première fois.

Après la grève du 10 janvier, c'est le collège de Montbard qui a riposté avec une grève spontanée soutenue par les parents juste avant les vacances d'hiver ; ce fut le grand isolement puis plus rien... Les parents FCPE du secteur se sont alors pris en charge et ont tenté d'organiser la riposte. C'est ainsi qu'après avoir lutté qui dans son école, qui dans son collège, que l'idée d'une coordination est née.

Le CDFD et le S2 ont été régulièrement informés de notre participation en tant que SNES mais visiblement, si cette participation a été avalisée, l'importance d'une coordination n'a guère été comprise puisque l'information n'a guère été répercutée à l'ensemble des syndiqués, comme si la Haute Côte d'Or était un cas spécial et que la démarche ne présentait qu'un intérêt peu lisible en terme syndical. Et pourtant...

– Qu'est-ce qu'une démarche de coordination ?

Sur la forme, à la base de cette coordination, des parents d'élèves FCPE en contact et en lutte avec des personnels de l'Education par établissement ou école (Châtillon, Laignes, Broing-les-Moines, Montbard, Vénarey, Semur, Vitteaux, Précý, Saulieu et Somberton).

Sur le fond la prise de conscience que chaque établissement/école se trouve confronté à une même et seule politique, celle d'un gouvernement qui cherche à faire des économies drastiques dans l'Education et à casser l'ensemble des services publics. Forts de cette idée, parents et personnels ont vite compris l'inanité d'une lutte qui gagnerait pour soi en accroissant les difficultés de l'établissement voisin et la nécessité de s'unir pour créer un rapport de force.

Cette démarche permet à la fois d'échanger les infos et d'affiner les analyses, de sortir de l'isolement et d'éviter le découragement, d'amplifier les moyens d'information vis-à-vis de la population et donc de grossir les rangs de ceux qui luttent : bref d'approfondir et d'élargir la lutte.

Concrètement elle a permis de coordonner des actions locales (délégations, opérations *école morte* ou occupation -Semur, Broing-les-moines), de mettre en place une conférence de presse et des manifestations ou actions locales le même jour (Châtillon, Semur, Somberton, Vitteaux) une manifestation de 100 personnes et une audience à la sous-préfecture de Montbard, une audience auprès du député local et enfin une délégation à Dijon avec audience à la préfecture. Aucun syndicat n'a autant mobilisé durant cette période...

– Une démarche de coordination n'est pas contradictoire avec une démarche syndicale

Certes, dans cette coordination, il n'y avait pas que des salariés de l'Education nationale et les décisions étaient prises avec les parents et avec des non syndiqués. Quel serait le problème dans le cadre d'une lutte qui associe de fait des non syndiqués ?

Les revendications de la coordination ont d'emblée correspondu aux objectifs de la FSU et du SNES :

- â€" un autre budget pour l'EN
- â€" refus des suppressions de postes d'enseignement et de surveillance
- â€" refus de fermeture de classe et exigence de création de classe quand c'est nécessaire
- â€" respect du seuil de 24 élèves par classe en collège
- â€" défense des écoles maternelles
- â€" refus de la suppression de la LV1 allemand
- â€" défense des services publics

Si les revendications avaient été ou étaient devenues contradictoires avec le syndicalisme, rien ne nous aurait empêché de nous retirer de la coordination ! Donc une coordination n'est pas un lieu de perdition...

Par contre une telle coordination permet de réaliser concrètement ce que nos syndicats appellent de leur vœu : l'information et la mobilisation des parents. Elle permet enfin des échanges constructifs sur l'image que les uns peuvent avoir des autres (parents/enseignants).

– L'articulation syndicat/coordination

Participer à ce type de coordination présente plusieurs intérêts. D'abord cela permet de défendre un point de vue syndical dans une assemblée qui réunit des gens d'horizons divers pas toujours au fait des luttes sociales ; pour ceux qui découvrent, être syndiqué ce n'est pas simplement défendre une boutique, une étiquette, c'est avoir une analyse pertinente et des revendications dans lesquelles le plus grand nombre peut se retrouver, avoir une pratique et une connaissance des structures administratives. Le syndicalisme est perçu comme utile par ceux qui en étaient éloignées : c'est une manière de travailler à la syndicalisation.

Vis-à-vis de ceux qui font partie du mouvement social, la capacité d'un syndicat à participer à une coordination montre qu'il est ouvert au débat, vivant et qu'il ne se limite pas à la (juste) défense des carrières, mais en lutte pour une société plus juste et plus solidaire.

Dans les deux cas une telle expérience construit des rapports de confiance et des liens précieux pour les luttes futures.

Mais un syndicat devrait aussi populariser ce type d'action lorsqu'il existe et appeler à son extension. La coordination a permis de faire perdurer la mobilisation sur tout le secteur malgré des périodes de découragement dans l'un ou l'autre établissement mais elle est restée enfermée dans un superbe isolement. Imaginons un instant que, s'appuyant sur cette action, des établissements dijonnais dont la rentrée 2005 sera catastrophique ou un secteur comme Bligny-sur-Ouche et Beaune se soient un tant soit peu coordonnés, quelle dynamique de lutte cela aurait pu enclencher...

Ne pas avoir essayé, c'est ne pas avoir compris que 2003 a laissé des traces dans les rapports parents/personnels en lutte, c'est confondre attentisme et manque de combativité, c'est ne pas avoir ouvert de perspectives pour lutter contre le budget 2005. Pourtant l'immense succès du 10 mars montrait la volonté de mettre un coup d'arrêt à la politique ultra-libérale du gouvernement...

La Haute Côte-d'Or n'a rien d'un micro-climat de luttes, sa capacité à se mobiliser a simplement été renforcée au cours des AG de 2003 à Montbard qui coordonnaient les établissements du bassin et qui a permis de rencontrer les salariés des autres secteurs et donc des parents. Ce n'est pas un hasard si, pour lutter contre les conditions de rentrée 2005, des structures du même genre sont apparues dans la région parisienne par exemple, mais malheureusement là encore sans relais syndical.

Il est clair que sur le terrain de l'Education, ce printemps 2005 aura été avant tout celui de la mobilisation des lycéens et des parents d'élèves mais pas celui des enseignants et de leurs syndicats. A nous de faire converger les mouvements en étant plus attentifs à ce qui se passe et en abandonnant l'idée que toute structure d'auto-organisation est sans intérêt pour les luttes ou/et un danger pour le syndicalisme.

Aujourd'hui le SNES se préoccupe à juste raison du budget de la rentrée 2006. Mais ne devra-t-il pas être, dès septembre, à l'affût des différentes luttes qui risquent de se produire ici ou là contre les dramatiques conditions de rentrée 2005 et avancer des propositions, s'il veut se donner toutes les chances de pouvoir engager une bataille victorieuse contre le budget 2006 ?

Marie Saucourt (Collège de Saulieu)
